

Pourquoi l'investissement dans les énergies décarbonées est un enjeu stratégique pour la France

Le plan de relance dévoilé début septembre par le gouvernement est tourné vers l'écologie. Un parti-pris rendu nécessaire par les changements climatiques mais aussi par la crise qui a mis en lumière les fragilités économiques de filières pourtant stratégiques pour le pays.

Temps de lecture : minute

15 octobre 2020

Le 3 septembre dernier, le premier ministre Jean Castex dévoilait un plan de relance destiné à sortir la France de l'ornière économique dans laquelle la crise l'avait plongée. Anticipant un recul historique du PIB de 11% en 2020, le gouvernement a dévoilé sa feuille de route pour remettre le pays d'aplomb, grâce à un programme d'investissement de 100 milliards d'euros, dont 30 milliards sont exclusivement consacrés à la transition écologique. *"France Relance est d'abord un plan destiné à servir le climat et la biodiversité"*, a ainsi assuré le premier ministre, tout en martelant que sa priorité, *"c'est l'emploi"*.

Antinomique ? Pas vraiment. Comme le rappelle Bertrand Martelet, pilote opérationnel du chantier " Monde d'après et plan de relance " pour EDF, *"certaines filières des énergies décarbonées, comme le nucléaire, représentent quelque 220 000 emplois directs et indirects dans plus de 3000 entreprises en France, dont 80% sont des PME et des établissements intermédiaires"*. Le plan de relance annoncé par le gouvernement doit permettre non seulement de consolider ces bassins d'emplois mais aussi de les pérenniser. *"L'aide à l'investissement ou les*

crédits d'impôts pour doper la production existaient déjà avant France Relance mais le plan signe un changement d'échelle, permet de passer un cap en la matière."

Produire plus mais mieux pour atteindre la neutralité carbone

En effet, le plan de relance brosse large : rénovation énergétique des bâtiments, mobilité verte ou décarbonation de l'industrie sont autant de piliers qui doivent permettre de soutenir une relance économique durable. *"Ces thématiques sont ancrées dans la stratégie nationale bas carbone, qui dessine un scénario volontariste de la neutralité carbone d'ici 2050. Cela veut dire qu'à ce moment-là, l'ensemble des activités économiques françaises doivent être neutres en carbone"*, souligne Bertrand Martelet.

Il reste du chemin à parcourir : l'an dernier, l'Hexagone a émis environ 441 millions de tonnes équivalent CO₂. Et si le confinement et la mise à l'arrêt d'un certain nombre des activités de production et de transport devrait contribuer à faire de 2020 une année exceptionnellement "verte", les acteurs de l'énergie sont mobilisés pour éviter que la relance économique ne rime avec désordre écologique.

Pérenniser des filières stratégiques

Mais que l'on ne s'y trompe pas. Derrière ces objectifs de décarbonation de la France se cache un enjeu économique et stratégique majeur. Dans son allocution de début septembre, Jean Castex a opportunément rappelé que *"ce sont les investissements massifs en faveur de la transition écologique, de la souveraineté et de la compétitivité économique de la France qui doivent permettre de nous positionner sur les créneaux les plus porteurs dans les dix prochaines années et au-delà"*. La crise a

accélérala prise de conscience quant à la nécessité de relocaliser ou de pérenniser sur notre territoire certaines filières économiques stratégiques, dans la santé mais aussi dans l'industrie.

Or les énergies vertes sont des candidates naturelles à ce mouvement. *“Le nucléaire est une filière dans laquelle 90% de la valeur ajoutée est créée en France, avance Bertrand Martelet. C'est le cas pour 60% de la valeur ajoutée de la filière éolienne offshore, pour laquelle nous sommes en compétition directe avec la Chine. L'industrie française recèle un potentiel de développement important en la matière.”* En témoigne également la vitalité de la filière de l'hydrogène décarboné, qui concentre à elle seule 2 milliards d'euros d'ici 2022, puis 7 d'ici à 2030 sur les 30 alloués au volet écologique du plan de relance.

Les startups, partenaires et bénéficiaires de la relance

Une bonne nouvelle pour Hynamics, une startup incubée par le fonds d'investissement EDF Pulse Croissance, devenue une filiale du groupe. *“L'hydrogène décarboné est encore une filière émergente, observe Olivia Caston, directrice juridique de la jeune pousse. Pour se développer et se concrétiser, les projets nécessitent d'être soutenus par des subventions. Le plan de relance nous permettra d'être plus ambitieux dans notre stratégie dont les choix ont été confirmés lors des annonces du gouvernement.”* Car le plan de bataille du gouvernement n'oublie pas les entreprises innovantes, fer de (re)lance de l'économie.

Celles-ci attendent cependant encore des gages concrets. *“Le plan de relance fixe des grandes lignes, de grands principes qui seront ensuite déclinés par ordonnances et décrets, mais nous sommes confiants”*, rappelle Olivia Caston, qui attend notamment des précisions sur les dispositifs d'appels d'offres auxquels pourront prétendre les startups françaises. Mais France Relance constitue par essence *“un véritable*

catalyseur d'innovations", veut croire Bertrand Martelet, qui souligne que 20% des 7 milliards d'euros dédiés à l'hydrogène vert sont notamment réservés à la R&D et l'innovation. *"Cela crédibilise la démarche des pouvoirs publics et l'inscrit dans la durée."* La relance sera verte et innovante ou ne sera pas.

Maddyness, partenaire média d'EDF

Article écrit par Maddyness, avec EDF